



Comité Adama : « On va se battre ensemble »

Ballast

22 mai 2018

Entretien inédit | Ballast

Samedi 26 mai 2018 : la Marée populaire, aux quatre coins de la France. L'appel unitaire — signé par un grand nombre de partis, de mouvements, d'organisations, d'associations et de syndicats (du Parti communiste à la CNT en passant par le NPA, la France insoumise, la CGT, Alternative libertaire, ATTAC ou encore Act Up-Paris) — invite l'ensemble de la population à résister au « coup de force » antisocial du pouvoir en place. Le Comité Adama a fait savoir la semaine passée qu'il se joignait à la marche, au sein du cortège de tête, et qu'il conviait « tous les secteurs en lutte » à faire de même. « Pour nous, la "question sociale" comprend évidemment la gestion raciste de nos vies », précise-t-il. Adama Traoré a été tué par des gendarmes le 19 juillet 2016 : sa sœur, Assa Traoré, est devenue l'une des figures du combat contre les violences policières. Préférant parler d'« alliance » plutôt que de « convergence », elle multiplie les déplacements afin de manifester son soutien aux grévistes d'ONET, aux cheminots ou aux étudiants qui occupent les universités : « La France divise son peuple : une partie est opprimée, l'autre est soulagée. » Youcef Brakni, porte-parole du Comité, nous en dit plus sur l'ambition de cet appel.

Lire en italien (italiano)



N'attendons plus « les grands partis de gauche », dites-vous : pourquoi ?

On a 30 ans de lutte de l'immigration derrière nous : nos aînés nous ont ouvert le chemin. On a vu le rôle catastrophique de la gauche durant la [Marche pour l'égalité et contre le racisme](#), en 1983. On a vu les incalculables tentatives de « convergences » de la gauche avec le [Mouvement de l'immigration et des banlieues](#) (MIB) : elles ont toutes échoué. Quand je parle du mouvement social et de la gauche, je parle des têtes, pas des militants de base. On a vu Tarek Kawtari, un des fondateurs du MIB, faire une [intervention](#) remarquable dans le Larzac en 2003 : déjà, il demandait à la gauche qui appelait à « l'union » où elle se trouvait quand les quartiers faisaient face à l'État. Nous, on parle de morts. Les quartiers populaires, ce sont des morts — des jeunes, noirs et arabes pour la plupart, qui meurent entre les mains de la police. Et dans 90 % des cas, le parquet fait cause commune avec les forces de l'ordre ou les syndicats policiers viennent en renfort. C'est toujours la même méthode huilée. Et on aboutit souvent à des non-lieux. On a envie de demander à la gauche et à l'ensemble du mouvement social : « Est-ce que ça vous parle, ça ? Ça vous interpelle ? Ça vous dérange pas que des jeunes hommes des quartiers populaires subissent des violences autrement plus grandes que tout ce que le mouvement social a connu ? » En 2005, il y a eu trois semaines de révoltes sociales contre l'exclusion : tout le monde a regardé ailleurs ou a dénoncé des « *sauvageons* ». Pourquoi cette révolte, alors ? Deux enfants sont morts électrocutés. Ils avaient tellement peur de la police qu'ils ont préféré se réfugier dans un transformateur électrique ! Voilà où on en est. Depuis 2005, rien n'a changé. À cette époque, je n'aurais jamais cru que ça continuerait.

Que ce soit clair pour les lecteurs : par « gauche », vous entendez toute la



gauche, du PS à Lutte ouvrière ?

« Le système mise sur notre essoufflement : il espère, en nous réprimant, qu'on ne tiendra jamais sur la durée. Plus on nous réprime, plus on redoublera d'efforts. »

Je parle de toutes les formations qui se revendiquent de « la gauche » et font des quartiers une réserve électorale. De ces gens dont le seul rapport aux quartiers populaires est le nombre de points qu'ils peuvent y prendre. Ces gauches ne sont pas sorties du prisme colonial : c'est une approche paternaliste, infantilisante. Quand on ramène un Noir ou un Arabe, c'est uniquement pour décorer. Tout le monde sait, de nos jours, qu'on ne peut plus faire une élection sans les quartiers — même Macron a un discours sur le sujet ! Mais on nous balance seulement des miettes, des subventions, des plans urbains. Très peu de mouvements de gauche prennent en compte nos luttes. Car elles existent ! Quand on rentre par effraction dans le mouvement social, le 26 mai, on montre qu'on est là et qu'on n'attend pas d'être convoqués. On n'attend pas qu'on nous cède la place puisque c'est notre place, le mouvement social.

Vous aviez parlé d'une double invisibilisation des luttes des quartiers, durant l'occupation de Tolbiac, organisées par l'État et par la gauche.

Exactement, il y a dualité. En ça, le cortège de tête est un espace intéressant : on va ainsi instaurer un rapport de force politique entre le cortège traditionnel des syndicats et des partis, derrière nous, et l'État, devant nous. La CGT existe depuis 1895 ; nous on n'est rien, à côté, on n'a pas de moyens, on galère pour tout. C'est épuisant. L'affaire Adama Traoré, c'est 25 jeunes en prison. Le système mise sur notre essoufflement : il espère, en nous réprimant, qu'on ne tiendra jamais sur la durée. L'Histoire prouve le contraire. Plus on nous réprime, plus on redoublera d'efforts. On a fait le tour des facs occupées : c'était bien, on était avec Assa, ça faisait joli, c'était romantique, elle était applaudie, on a eu des dons... Mais dès lors qu'il est question de se déplacer sur nos terrains de lutte — à Beaumont-sur-Oise ou ailleurs —, il n'y a plus personne ! On est venus pour soutenir les étudiants, le jour de l'évacuation de Tolbiac ; on vient en renfort. Mais quand on organise un évènement en mémoire d'Adama à Beaumont, le 28 avril 2018, un après-midi avec de la boxe et des jeux pour les enfants, non seulement on ne voit presque personne du mouvement social, mais en plus l'armée de terre [se déploie](#). Deux véhicules de l'[opération Sentinelle](#) ! Au prétexte de « sécuriser ». Mais chacun sait que cette opération a vocation à prévenir les risques d'attentat. Soyons sérieux. Le quartier de l'évènement, Boyenval, se trouve au bord de champs de blé. Il est

totale­ment enclavé. C'est unique­ment pour nous in­ti­mi­der. Les mi­li­tai­res nous ont d'ail­leurs avoué qu'ils é­taient ve­nus à la de­man­de des gen­dar­mes. On dé­nonce ce dé­ploie­ment armé ; ré­sul­tat : opé­ra­tion puni­tive dès le len­de­main, con­trôle de tous les jeun­es au pied de l'im­meu­ble de la fa­mille Traoré.



Assa Traoré, le 22 juillet 2017, Beaumont-sur-Oise (Bertrand GUAY / AFP)

Olivier Besancenot était présent, mais il était en effet assez seul... Comment l'expliquez-vous ?

Ça pose la question de la centralité. Pour le mouvement social classique, porté à gauche, les « vraies luttes », ce sont celles des cheminots, les étudiants, les hospitaliers... Tout le reste est considéré comme secondaire. Dans l'imaginaire de cette gauche, on soutient, d'accord, mais de loin ; on pense que la lutte « réelle » ne s'y joue pas. Beaumont, Aulnay, Grigny, ce sont des territoires secondaires. Le mouvement social est autocentré. On appelle donc à le décentrer. J'étais là à Nuit Debout, j'ai entendu tous les appels à la « convergence » : ça ne se passe pas comme ça. D'accord, les militants découvrent avec la loi Travail que les matraques, ça fait mal, mais nous c'est notre quotidien — voire, même, on nous tire dessus. On a vu la vidéo du viol de Théo mais les humiliations sexuelles sont permanentes : n'importe quel gars de quartier l'a vécu. Les mises à nu au cours des gardes à vue qui ne servent absolument à rien... Ce qu'on dit, c'est qu'aucun mouvement social ne gagnera sans les quartiers. C'est impossible.

Voilà pourquoi le Comité Adama préfère parler d'« alliances » et non de « convergence ».

Exactement. « Convergence », c'est un mot qui laisse des traces : c'est un rendez-vous manqué. C'est devenu creux. Quand je l'entends, j'entends une arnaque. Mais parlons d'alliances, oui. Nous sommes des alliés. Nous avons à nous confronter à un même



ennemi. Les coups, on va les prendre ensemble. On va au front ensemble. On va se battre ensemble. C'est ce qu'on dit, pour le 26 mai et pour la suite. Ce que propose Macron est inacceptable.

L'ennemi, c'est « le système ». Le mouvement social a pour habitude de le définir comme « capitaliste »...

« Nous sommes des alliés. Nous avons à nous confronter à un même ennemi. Les coups, on va les prendre ensemble. On va au front ensemble. »

Nous, on ajoute que le racisme structurel englobe la question économique. L'antiracisme structurel est anticapitaliste. Le capitalisme s'est construit sur le corps des esclaves noirs : il n'y a pas de colonialisme sans capitalisme, pas plus qu'il n'y a de capitalisme sans colonialisme. Lutter contre le racisme et lutter contre le capitalisme, c'est indissociable. Et c'est une lutte qui dépasse largement Macron, puisqu'elle est systémique. Les présidents passent mais rien ne change pour nous. Qui voit la différence entre Chirac, Sarkozy, Hollande et Macron ? Les classes moyennes. Les classes moyennes blanches. Pour les quartiers, c'est une même continuité de violence sociale.

Vous faites d'ailleurs savoir dans votre appel que les quartiers prennent de plein fouet « la casse des services publics ».

Promenez-vous par exemple dans le 93. Il faut voir l'état des services publics ! Dans un collège de Bagnolet, on met des seaux quand il pleut. C'est dingue. Est-ce que ça serait possible dans un collège d'un beau quartier de Paris ? Quand j'étais petit, on pouvait avoir des profs absents pendant plusieurs semaines. Voire un mois. Les professeurs viennent se former dans les banlieues, ils prennent « de l'expérience » puis repartent dans le Jura ou en Bourgogne. On a des endroits enclavés où il n'y a même pas de services publics. Avant de les défendre, encore faudrait-il qu'on en ait partout ! De Bagnolet à Clichy, il nous faut 1h30 : ça fait des années qu'on nous parle du Grand Paris, du métro, du tramway... C'est sans cesse retardé. Et pourquoi s'en fiche-t-on ? Parce que ce sont des populations issues de l'immigration post-coloniale. Le rapport à l'État, pour trop d'entre nous, c'est la BAC en civil et sa violence inouïe.

Lors de Nuit Debout, l'un de vos membres, Almamy Kanouté, avait parlé d'une « fusion » qui puisse « englobe[r] le monde rural ». On parle beaucoup de la « jonction » Paris-banlieues, mais la France rurale est très souvent oubliée dans le discours de la gauche radicale.

La France insoumise se met à en parler, non ? Notre demande de justice et d'égalité est valable pour toutes les zones, pour tous les opprimés. Édouard Louis parle bien de cette France-là. Il faut seulement refuser le discours de la concurrence entre les oppressions, celui que porte par exemple Marine Le Pen en répétant que les campagnes sont plus pauvres mais qu'elles ne brûlent pas des voitures. On ne doit pas opposer la misère. Ce qui différencie ces deux espaces et la gestion de la pauvreté qui les touche, c'est la question raciale. La France rurale connaît de nombreux problèmes spécifiques mais ne vit pas la chasse quotidienne de la police.



Almamy Kanouté à la Bourse du Travail (Paris), Nuit Debout, avril 2016 (par Stéphane Burlot)

Quand Assa Traoré nous avait dit, en 2016, qu'il faut « une révolution pour que ça change » et qu'on « devra la faire ensemble », c'est donc un horizon porté par l'ensemble du Comité ?

Bien sûr. Nous sommes révolutionnaires. Nous ne voulons pas nous contenter de quelques petites réformes à la marge. Il faut une rupture. Nous ne voulons, par exemple, pas seulement que les gendarmes soient condamnés : ce qu'il s'est produit ne doit plus exister. Mais pour changer le système, il faut un rassemblement large avec tous ceux qui veulent lutter. Nos petits discours ne peuvent rien changer ; si on est 10 000, alliés, à la tête des manifestations, c'est autre chose... Quand une syndicaliste du nom de Maryam Pougetoux est attaquée par la gauche, voire l'extrême gauche, quand on hurle avec les loups, et donc avec Gérard Collomb ou Manuel Valls, on devrait se poser des questions. Se dire qu'il y a un problème. Rien n'interdit à une femme de s'habiller comme elle l'entend et d'avoir des fonctions syndicales. D'où sort cette histoire ? Pourquoi se joindre à la meute ?

En septembre 2017, François Ruffin vous avait répondu qu'il tenait « à mener l'enquête » avant de s'engager publiquement dans « l'affaire Adama Traoré ».



Une déclaration qui avait provoqué certaines tensions. Ont-elles pu se régler, depuis ?

Non. On a notre ligne, on ne court après personne. François Ruffin a porté le t-shirt de l'Olympique Eautcourtois à l'Assemblée, il a soutenu la ZAD : c'est bien ; il n'a pas voulu porter le t-shirt « Justice pour Adama » : c'est une réponse politique. Pourquoi ne pas hésiter quand il s'agit des ouvriers de Goodyear et de ceux qui séquestrent leurs patrons ?

Le sociologue Saïd Bouamama nous disait récemment qu'« on n'abat pas le système sans organisation ». Le cortège de tête est par définition « autonome » ; comment voyez-vous la structuration d'un large espace de résistance ?

On aimerait créer une grande force durable à même de porter la question des violences policières, de l'école, du logement et du travail. Mais je ne crois pas à la proclamation d'une organisation sur une estrade. Ni d'un parti. Pour tout vous dire, participer au 26 mai, c'est également une expérience pour nous. Ce n'est pas forcément un espace où on va habituellement. On ne sait pas ce que ça va donner. C'est dans le processus même de la lutte et au fil des expériences que pourront, peut-être, se créer naturellement des organisations.

REBONDS

- ≡ Lire notre entretien avec Angela Davis : « S'engager dans une démarche d'intersectionnalité », décembre 2017
- ≡ Lire notre entretien avec Tactikollectif : « Les anticapitalistes n'ont pas fait leur travail dans les quartiers », octobre 2017
- ≡ Lire notre entretien avec Issa Bidard : « Un jeune de Neuilly ne va jamais courir s'il est contrôlé », mars 2017
- ≡ Lire notre entretien avec Assa Traoré : « Allions nos forces », décembre 2016
- ≡ Lire notre entretien avec Almamy Kanouté : « Il faut fédérer tout le monde », juillet 2015

Vignette : Manifestation à la mémoire d'Adama Traoré devant la gare du Nord à Paris, le 30 juillet 2016 / AFP/Archives